



Compte-rendu des échanges de la commission nationale énergie du 24 juillet 2024

Il est évoqué échanges de communiqués issus de l'association « les voix du nucléaire » qui pointe les difficultés à mettre en conformité les réseaux de transport d'électricité en pointant les retards et les coûts. Pour rappel, les estimations de RTE et Enedis sont de l'ordre de 200 milliards d'ici 2040.

https://groups.google.com/d/msgid/lesvoix_contributeurs-intellectuels/CAGy7%3D-CSCmgUSRjd8EL%2BBmCgyt4DVsgfR21TmA9k%3DOYhmxOfnQ%40mail.gmail.com.

<https://montelnews.com/fr/news/7638da16-5d0d-421a-8073-a71bd8cefbc9/rte-limitera-les-exports-vers-lest-a-8-gw-a-partir-de-lundi>

Il semble important, au regard de la reprise des projets de production d'électricité nucléaire dans le monde, de relancer les études sur les surgénérateurs. Cela avait été déjà entamé par A. Chassaigne lorsqu'il avait interpellé l'Opecst il y a qq années. A l'échelle d'une cinquantaine d'années, le problème d'approvisionnement en uranium pourrait devenir critique plus rapidement que prévu. Or le surgénérateur Astrid a été abandonné sous prétexte que la pénurie d'uranium n'était pas encore visible.

La situation politique est grave et le pire peut encore arriver. Si nous avons réussi à porter les enjeux énergétiques dans la campagne européenne en nous différenciant sur le mix nucléaire et ENR, il est nécessaire d'aller plus loin. Dire que nous sommes pour la production d'origine nucléaire n'est pas suffisant car d'autres forces politiques comme le RN défendent l'électronucléaire également.

Il nous faut faire de la politique en portant des propositions différenciées qui permettent de nous placer résolument sur le terrain de la lutte contre un système quand on évoque les enjeux du développement de telle ou telle technologie de production d'énergie.

N'oublions pas que la réussite du plan Messmer a été étroitement liée aux atouts de l'époque : de 1945 à la fin des années 60, la France a accumulé, notamment avec le CEA, un important potentiel scientifique, technique et humain et possède une solide expertise nucléaire. Au moment de l'engagement du « plan Messmer », le pays aligne un puissant complexe industriel autour de Creusot-Loire et Framatome pour la fabrication des composants de l'îlot nucléaire (chaudière, générateurs de vapeur...), du CEA et de sa filiale Cogema pour le cycle du combustible, de la CGE – par le biais d'Alstom – pour la turbine générant le courant. Et au cœur de ce système les compétences d'ensemblier d'un puissant service public, EDF, qui conçoit, construit et exploite les centrales puis distribue et commercialise les KWh. Recherche, industrie, service public... tout cela a été mis en cause par des décennies de politique libérale.

Tirons en les leçons : La libéralisation de l'énergie et le court-termisme associé ont fragilisé notre pays. Les alertes actuelles sur les risques de délestage sont la démonstration que notre

système énergétique, pourtant réputé comme l'un des plus performants au monde, a été rendu incapable de faire face aux crises énergétiques et environnementales. Le retour à la raison doit l'emporter.

Oui il faut relancer le nucléaire ! Mais cela n'a de sens et n'est possible qu'à condition de s'en donner les moyens :

Nous avons besoin tout à la fois d'investir dans la recherche aujourd'hui étouffée par une politique d'austérité et de retrouver une réelle maîtrise publique du secteur de l'énergie notamment par la mise en œuvre d'un grand pôle public de l'énergie.

Concernant le prix de l'électricité dans la campagne européenne, nos positionnements n'ont pas été à la hauteur en conditionnant continuellement la sortie du marché européen de l'électricité et hausses du prix de l'électricité. Or le Tarif réglementé de vente est à la seule main du gouvernement français et peut le remettre en cause quand il veut.

Il a été très compliqué de faire émerger un autre positionnement vis-à-vis des écologistes et de LFI qui ont comme boussole la réduction de la consommation par la pénurie énergétique.

La perte du marché de construction de la centrale nucléaire en République tchèque par EDF doit nous interroger sur sa capacité à être au rendez-vous pour la construction des EPR 2 en France. Les pertes de compétences sont inquiétantes.

Concernant l'IRSN et l'ASN, avec notamment la création d'un organisme unique, la situation n'avance pas et on va se retrouver à une juxtaposition des deux organisations en raison que l'IRSN continue de s'y opposer. Même s'il y a une fusion administrative, chacun va continuer de travailler cote à cote même si pour « motiver » la fusion, de substantielles augmentations salariales ont été faites de l'ordre de 10% avec effet rétroactif en 2024 pour l'IRSN et une prime sur 3 ans correspondant à 10% du salaire pour les fonctionnaires de l'ASN.

Concernant les SMR, il est clair qu'ils sont vus par le système comme une opportunité pour ouvrir un nouveau marché. Il y a déjà des demandes d'autorisation d'exploitation de SMR formulées à l'ASN par des industriels. Il y a un fort risque de blocage côté ASN compte tenu des questions de sûreté (par exemple sur le démantèlement et le recyclage). De plus leur implantation va se heurter à leur non acceptabilité par les populations.

Nous devons être vigilants sur ce que nous disons sur les SMR alors que notre propre plan climat propose la construction de 20 SMR. Idem sur le fait que d'ici 10 ans, les EPR 2 ne seront pas opérationnels et que nous proposons un fort développement du solaire à hauteur de 7 GW/an.

Enfin, le futur abandon de Nuward interroge sur la perte de maîtrise de leur développement au profit de start-up ou d'industriels.

Cette logique du marché et de la création de start-up est d'ailleurs au cœur de la politique actuelle du pouvoir ; Qu'on en juge ! Alors que les études nationales sur la fusion sont budgétairement asphyxiées, alors que les études sur la surgénération ont été abandonnées (coup de grâce avec l'arrêt d'Astrid après l'arrêt de Creys Malville et l'abandon de toutes les études et essais associés), le gouvernement a lancé, dans le cadre du plan de relance France-Investissement, un appel à projet soutenu financièrement par la BPI (Banque Publique

d'Investissement) à hauteur de 500 millions pour la création de start-up dans le domaine des réacteurs innovants dans les domaines de... la fusion et la surgénération !

Et pour que les choses soient bien claires, cet appel à projet précise que "*pour accompagner ces nouveaux acteurs (...) L'État confiera au CEA (...) un rôle clef d'accompagnement et d'expertise scientifique et technique de leurs projets, pour faire bénéficier à ces nouveaux acteurs du patrimoine scientifique riche de la filière nucléaire française.*"

On asphyxie le CEA. On arrose le capital avec l'argent public pour faire le travail qui incombe au CEA. Et on lui cède tout ce qui reste des atouts publics. C'est un véritable abandon et un pillage du service public de la recherche, mais c'est aussi une garantie d'échec, car ces travaux ont besoin de la synergie qui existe entre les diverses unités d'un même organisme de recherche et des années d'études accumulées.

Plus globalement, il faudrait qu'à chaque sujet environnemental comme tout récemment les méga bassines, avoir un débat de fond assez poussé pour y aborder les pour et les contre et aborder les parties économiques et scientifiques des projets.

Compte tenu de la composition de la nouvelle assemblée nationale, lors de présentation de sujets sur les énergies renouvelables ou nucléaires, il faudra être vigilant lors des votes.

Enfin, notre plan climat PCF qui devait être révisé a pris du retard en raison des différentes séquences électorales. Nous redisons que même s'il aurait dû être mieux débattu avec les commissions, c'est un outil extraordinaire qui permet de dire que les communistes sont sur le terrain des enjeux environnementaux et que nous avons des choses à dire sur le sujet.

Concernant l'atelier énergie de l'université d'été proposé en introduction de la commission, il est proposé de travailler collectivement le plan de l'intervention.